

IV^{ème} conférence internationale de démographie des Balkans
Budva, Monténégro
13-15 mai 2010

Session 5 : enjeux et défis pour l'aménagement

Mobilités spatiales et développement en Albanie : enseignement de la transition post-communiste et enjeux d'avenir

François Lerin,
Centre International de Hautes Etudes
Agronomiques Méditerranéennes / Institut
Agronomique Méditerranéen de Montpellier,
France

Shkelzen Marku,
Agence de Développement des Zones de
Montagnes, Mada, Tirana, Albanie

Extrait des actes de la IV^{ème} conférence internationale de démographie des Balkans,
éditions de l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED, 2011) (*sous presse*)

Résumé

Cette contribution présente quelques tendances lourdes des évolutions de la géographie de la population albanaise postcommuniste et les évolutions possibles dans les années à venir. Elle insiste sur le caractère très particulier de la situation nationale de l'Albanie y compris en regard de l'évolution des autres pays en transition de l'Europe balkanique. La radicalité de cette « grande transformation » de l'espace albanais est rapportée à l'histoire longue du pays et aux particularités à la fois du régime communiste et de sa brutale transition.

Introduction

Vu de loin, c'est-à-dire de l'Europe communautaire, les pays balkaniques (orientaux et occidentaux) sont souvent présentés comme un bloc à la fois géographique, historique et politique. D'abord sans doute parce qu'ils partagent une histoire commune : celle du communisme. Les régimes autoritaires se mettent tous en place dans l'immédiate après-guerre et partagent des caractéristiques fondamentales : force du Parti et faiblesse de l'Etat et de ses institutions, planification de l'économie, dictature politique, force du contrôle social, ... Ces régimes de surcroît disparaissent à peu près simultanément au tournant des années 1990 et rentrent tous dans un processus commun de sortie du communisme (la fameuse « transition ») et de rapprochement-intégration à l'Europe communautaire ; beaucoup d'éléments, donc, qui permettent de les considérer comme un ensemble.

Pourtant en y regardant de plus près - et notamment en analysant ces années de transition - c'est plutôt sur les différences et les particularités que l'on se doit d'insister, surtout si le propos est de combiner "la population et le territoire" et d'en tirer quelques conclusions sur les "options" ou "alternatives" de développement dans le cadre d'économies et de sociétés ouvertes et plurielles. Toute situation nationale est particulière, évidemment, mais nous voudrions insister sur le fait que l'histoire longue, certaines caractéristiques spécifiques du communisme albanais, la géographie du pays et son peuplement, expliquent les particularités tout à fait singulières de la dynamique territoriale-démographique du pays et les enjeux actuels en terme de développement. C'est plus par le rythme (à peine deux décennies) que par les tendances de fonds que les phénomènes spatiaux-démographiques décrits dans cet article sont un processus inédit dans l'histoire européenne d'après guerre.

I. La spécificité albanaise

A. *L'Albanie et la modernité tardive*

Notons tout d'abord que l'Albanie aura été la dernière nation à acquérir son indépendance dans cette région autrefois contrôlée par les Ottomans. Mais par delà l'histoire du mouvement national il s'agit en fait, dans la moyenne période, de constater que l'Albanie, après une réelle prospérité au XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècle - avec un réseau de villes ouvertes, de gros bourgs ruraux et un maillage dense de villages agricoles et pastoraux - n'est tout simplement pas touchée par la révolution industrielle dans sa civilisation matérielle. Les lourds massifs montagneux qui la composent pour l'essentiel, difficiles à franchir, sont bordés d'un côté par la ligne Trieste-Vienne au Nord et par les routes ouvertes par Thessalonique et la Mer Noire sur le monde danubien et l'Europe centrale, au Sud. Il suffit de noter que la première ligne de chemin de fer (celle, de quelques dizaines de kilomètres, reliant Durres à Tirana) date de 1947 (Carter, 1986) pour prendre la mesure de cette absence d'impact de la révolution industrielle sur ce pays néanmoins situé au milieu même de l'Adriatique.

Ainsi, pour faire bref, avant même que le régime communiste fixe les populations sur le territoire de manière autoritaire, la croissance urbaine était faible comparée à celle des pays limitrophes bousculés par la modernité industrielle et l'accroissement du commerce des pondéreux. Au moment du Congrès de Lushnjë de 1920 qui fait de Tirana la capitale du nouveau pays indépendant, la ville compte à peine 17 000 habitants. 24 ans plus tard, quand les forces communistes prennent le contrôle du pays, elle ne peut pas être considérée même comme l'embryon d'une métropole - elle compte péniblement 50 000 habitants. Même si d'autres villes sont plus importantes (Shkodra, Vlora, Korce, Elbasan) l'ensemble du pays - urbanité comprise - est très "en retard" par rapport à tous les standards de l'Europe de l'époque : 80% de la population est analphabète, les infrastructures correspondent à un trafic d'un âge déjà autre, l'industrie est absente et les systèmes agricoles et pastoraux exploitent chichement, mais au mieux, des ressources en terres labourables et en pâtures qui commencent à faire défaut dans une grande partie du pays.

B. La modernisation communiste

L'entrée massive du pays dans la modernité industrielle et technico-scientifique a donc lieu, pour l'essentiel, sous le régime communiste et dans le cadre des sept plans quinquennaux que connaîtra le pays. Le bilan de cette modernisation culturelle, économique et intellectuelle est impressionnant. Cette remarque ne saurait, bien sûr, en rien justifier la dictature, mais l'on se doit de reconnaître cette véritable mutation sociale, culturelle et économique du pays sous le communisme pour apprécier la trajectoire albanaise et ses problèmes actuels.

Comme on le sait, le communisme albanais par ruptures successives (avec le titisme, les soviétiques puis finalement les chinois) a développé une mentalité d'assiégé et a abouti à la formulation d'un régime autarcique *suis generis*, coupé de toutes grandes influences et de sources de financement. Corollaire de cette autarcie politique, le pouvoir communiste décide d'une planification territoriale stricte en interdisant les mouvements de population et en favorisant la spécialisation de chaque ville moyenne du pays dans des activités minières, industrielles, agro-industrielles. Dean S. Rugg (1994) souligne que ce réseau de villes moyennes dont certaines ont été quasiment créées de toutes pièces fait partie, avec l'amendement des terres humides de la Myzeqe dans la partie centrale de la côte du pays, de l'héritage paysager du communisme en Albanie. Il s'agit d'un projet politique : "*réduire la différence existante entre les villes et la campagne*", qui est un objectif de la constitution de 1977. Il s'agit aussi probablement d'un objectif sécuritaire - d'occupation du territoire - et d'une certaine méfiance vis-à-vis d'une trop forte métropolisation, pour un contrôle par le Parti d'unités humaines et urbaines de tailles moyennes.

L'héritage du communisme en terme de démographie spatiale est donc : (1) la faiblesse de la métropolisation, - à la veille de la rupture du système, Tirana compte seulement pour 7,25% de la population totale du pays - ratio très faible comparé aux autres pays européens et méditerranéens ; (2) la dynamique de croissance d'un réseau de villes moyennes spécialisées qui absorbe une grande partie du croît démographique ; (3) le maintien d'une population rurale et montagnarde dense.

C. Une transition stupéfiante

Ce sont pour partie ces caractéristiques de longue période et cette autarcie planifiée et spatialisée qui ont rendu l'implosion du système si soudaine. On se souvient encore de l'hébétéude des candidats à une immigration immédiate sur des bateaux bondés devant partir pour l'Italie. Les Albanais n'avaient à cette époque qu'une idée très imprécise (c'est un euphémisme!) de ce qu'était "le monde extérieur" - il s'agissait de fuir un pays où l'approvisionnement alimentaire était lui-même devenu un problème, sans même parler des produits de consommation de masse dont même l'Europe communiste disposait. Le régime politique non plus n'avait pas réussi à se moderniser. Jusqu'à la mort d'Enver Hoxha (en 1985), il était verrouillé par la paranoïa et les obsessions d'un dictateur malade vivant dans le passé. Son successeur, Ramiz Alia, se trouvera face à une situation économique désastreuse et n'engagera que de très timides réformes et ouvertures, sans effets sur la thrombose finale qui emportera ce régime agonisant.

C'est donc une sorte « de transition sans transition » qui a eu lieu en Albanie et tout l'édifice contraint espace-économie-population s'est effondré d'un seul tenant. « *Nous avons eu le choc, nous attendons la thérapie* » résumait l'humour national en reprenant les termes du débat qui agitait les « transitologues » de l'époque sur l'alternative : thérapie de choc ou gradualisme.

Bien plus donc en Albanie que partout ailleurs dans les autres pays communistes, les impasses (économiques, politiques, sociales), l'impossibilité de réformer de l'intérieur le système, la force des mouvements sociaux et des aspirations individuelles, aboutissent à une véritable

mutation. Dans le cas albanais, ces éléments de longue, moyenne et courte période aboutissent à une transformation spectaculaire et, pour ce qui nous concerne ici, concentre en une quinzaine d'années ce que les pays européens et méditerranéens avaient accompli en plus de 60 ans. Ce rythme unique dans l'histoire européenne contemporaine n'est à notre avis pas suffisamment mis en avant dans les présentations et analyses faites sur le pays et la région.

II. Mouvements démographiques du post communisme : métropolisation, littoralisation et migrations des montagnes

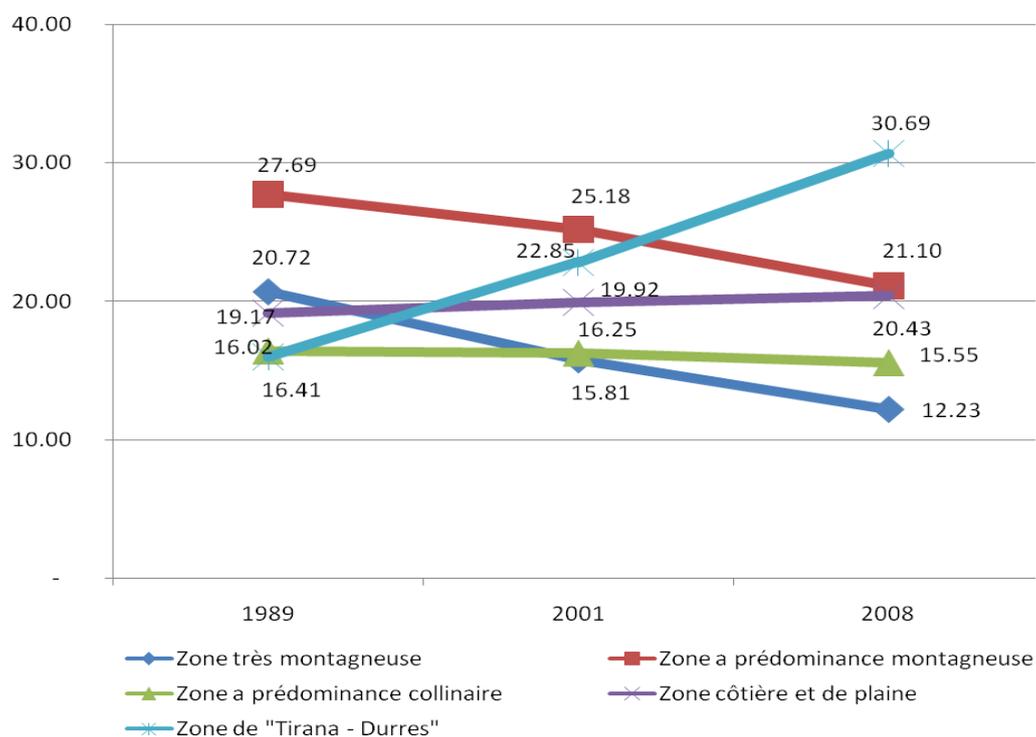
En dix ans, de 1991 à 2001, les recensements de population indiquent qu'environ 900 000 personnes sont parties des zones rurales, alors que pendant la période communiste la population rurale avait augmentée d'environ 20%. Les statistiques sont insuffisantes pour bien caractériser ce phénomène de dépopulation rurale ; elles semblent ne devoir représenter qu'un ordre de grandeur - qui est spectaculaire si l'on songe que l'Albanie ne compte qu'environ 3,4 millions d'habitants ! En revanche toutes les analyses et les statistiques de l'INSTAT confirment que ce mouvement d'exode rural se fait à plus de 80% au bénéfice du littoral et des plaines côtières. Il faut noter que les chiffres ne reflètent qu'imparfaitement et sous-estiment l'ampleur du phénomène. Un certain nombre de biais, sur lesquels nous reviendrons au fur et à mesure, expliquent cette mauvaise représentation du phénomène réel dans les statistiques spatiales.

A. Répartition de la population selon les types de zones

Traditionnellement, la géographie albanaise distingue trois unités de paysage : la plaine, les collines, la montagne (Laci, 1997). Ces unités de paysage servent de base au zonage qui répartit les statistiques actuelles utilisées. Les zones sont ainsi définies : (i) zones très montagneuses : les districts avec plus de 80% du territoire considéré comme zone montagneuse ; (ii) zone à prédominance montagneuse : 50-80% de montagne ; (iii) zone à prédominance collinaire : 30-50% de montagne ; (iv) zone côtière et plaine : les districts côtiers et les plaines en dessous de 300m d'altitude ; (v) zone Tirana et Durrës, district côtiers et de plaine mais considérés à part.

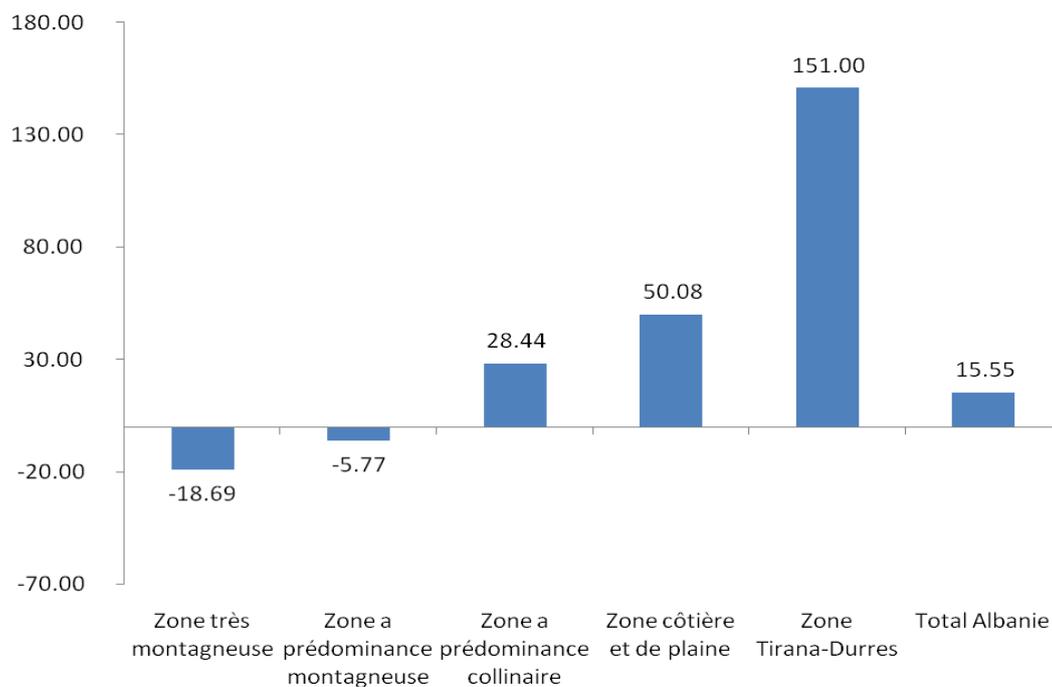
Comme on peut le constater dans les figures 1 et 2, les différentiels de dynamique démographiques récents selon les zones définies de cette façon sont très marqués et indiquent que la caractéristique « montagne » est déterminante dans ce processus. Les données agrégées sous-estiment le mouvement réel, les populations gardant parfois leur anciennes domiciliations, mais en étant, de fait, installées, soit dans la conurbation métropolitaine ou dans les villes littorales, soit en migration à l'étranger. Les données ne représentent donc qu'une partie de la formidable réallocation des populations sur le territoire.

Fig. 1 : Pourcentage de la population nationale vivant dans les différentes zones (1989, 2001 et 2008)



Source : Données INSAT (1989 et 2001) et Ministère d'Intérieur (2008) et notre élaboration.

Fig. 2 : Changement de la population 1989-2008 (en %) selon les types de zones



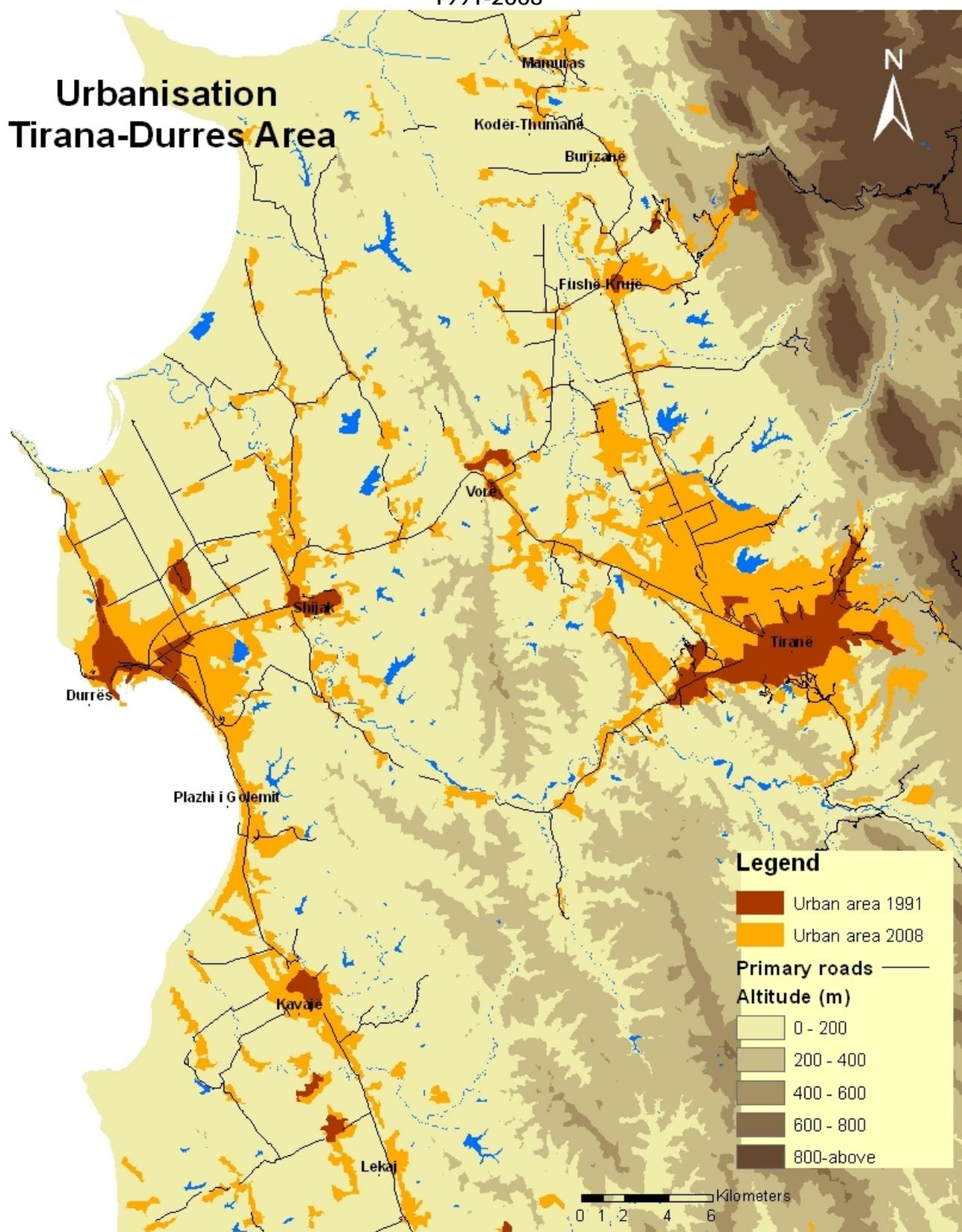
Source : Données INSAT (1989 et 2001) et Ministère d'Intérieur (2008) et notre élaboration.

B. La métropolisation : Tirana-Dürres

Le phénomène le plus spectaculaire de ce bouleversement est le processus qui a lieu dans la zone côtière et de plaine littorale, au centre du pays. Comme nous l'avons souligné précédemment, il ne s'agit de rien d'autre que de la création d'une métropole dont le pays avait été, en quelque sorte, privé par la politique d'assignation à résidence du régime communiste et sa planification spatiale.

En 1989, le district de Tirana compte un peu plus de 277 000 habitants environ et sa délimitation couvre l'ensemble du phénomène urbain. Moins de vingt ans plus tard, la population a été multipliée par presque trois (726 000) ! Et la zone urbaine déborde la délimitation du district en englobant des communes voisines, anciennement rurales, qui sont partie intégrante de la capitale. Ce processus ne concerne pas seulement la capitale mais également le premier port du pays - distant à vol d'oiseau de 30km environ de Tirana - Dürres, qui est également la principale station balnéaire du pays. On peut donc voir se mettre en place entre ces deux villes un processus de conurbation incluant l'espace intermédiaire (via la ville de Vorë). Il faut encore une fois insister sur le fait que 17 ans seulement séparent les deux spatialisations présentées dans la fig. 3 ... et qu'elles ne font que suggérer tout l'habitat et les activités industrielles ou de services dispersés, plus ou moins denses, qui en font un continuum (y compris dans la zone collinaire)... Un autre phénomène que nous devons souligner est aussi la « verticalisation » du centre de Tirana qui ne comprenait que quelques immeubles en hauteur à la fin du communisme. Par générations successives, sur des durées très courtes (4/5 ans), le centre de Tirana s'est hérissé d'immeubles d'habitation ou de service, comme d'ailleurs la baie de Dürres s'est progressivement dotée de « rangées » d'immeubles pour accueillir la population estivale (nationale ou étrangère) et/ou servir de résidence secondaires aux gens de la capitale.

Fig. 3 : Evolution des espaces urbanisés dans la zone métropolitaine Tirana-Durres - 1991-2008



Source : Marku, Sh., Garuci, A, pour cette communication (base GIS sur données de l'Agence Européenne d'Environnement)

C. La littoralisation

Mais au-delà de la création d'un pôle métropolitain au centre même du pays, le mouvement migratoire interne albanais est plus généralement un phénomène de littoralisation (Lerin, Civici, 2004) - phénomène classique sur l'ensemble du pourtour méditerranéen. Aujourd'hui, environ 46% (contre 36% environ en 2000) de la population du pays vit dans les 14 villes littorales.

Les figures 4 et 5 montrent ce processus déjà très marqué dans la période 1989-2001 et qui s'accroît, s'approfondit, dans la deuxième période (2001-2008). La liaison avec le littoral serait encore plus visible si l'on pouvait désagréger à un niveau plus fin - celui des communes au lieu des districts. Il montrerait alors qu'y compris dans les districts de croissance démographique rapide, les zones d'arrière pays montagneux sont délaissées, en particulier dans les districts mixtes où ces zones sont importantes (les Alpes dinariques au nord, ou la préfecture de Vlorë...).

La carte de la zone de la Myzeqe - ancienne zone inondable aménagée pendant la période communiste - est également une représentation spatiale de ce phénomène de littoralisation où l'on remarque notamment : l'expansion des villes, la diffusion du bâti le long des routes principales et le « mitage » de la zone agricole - anciens périmètres agricoles irrigués où les constructions étaient interdites. On peut également remarquer que les zones de collines ou de moyenne montagne échappent à cette tendance.

Fig. 4 : Evolution de la population des sous-préfectures 1989-2001 (%)

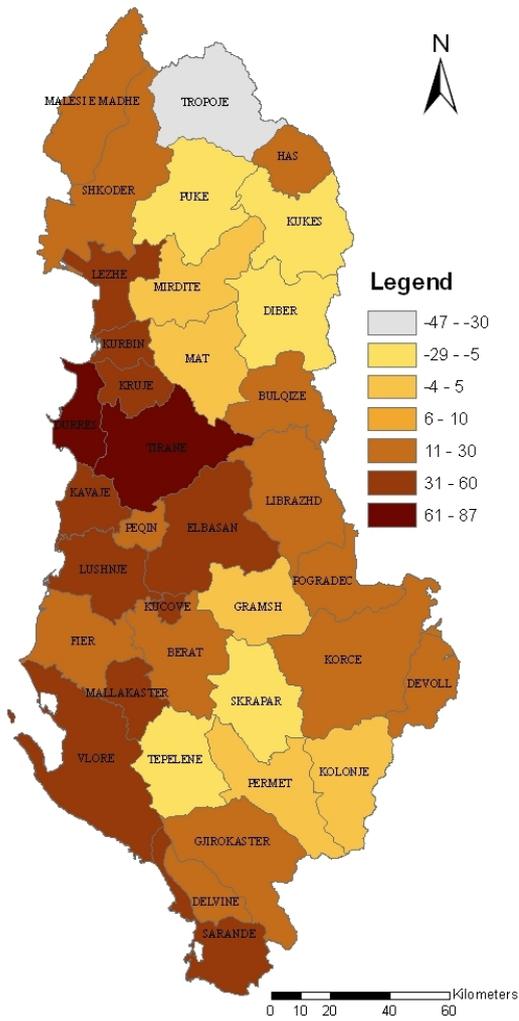
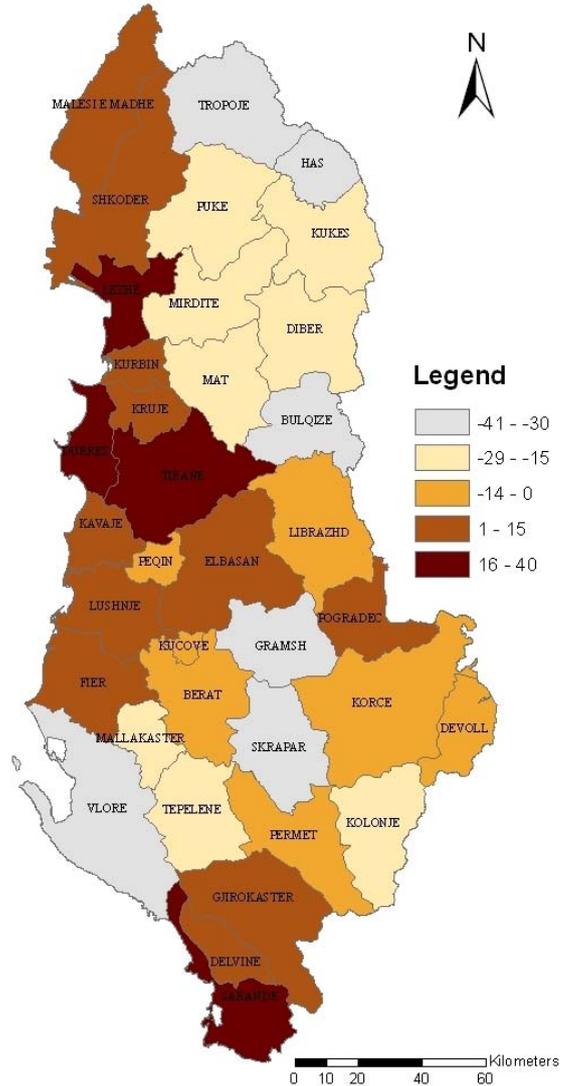
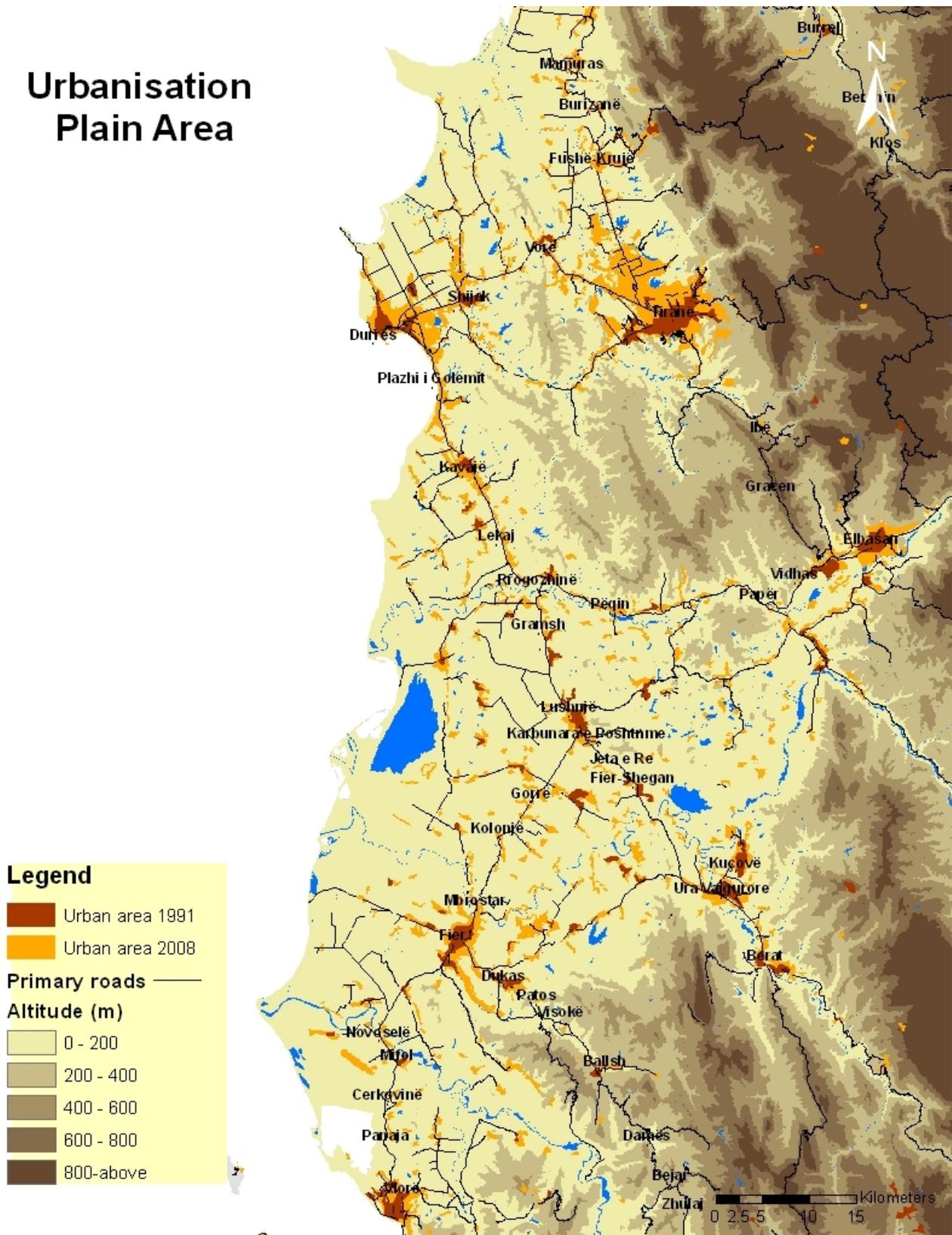


Fig. 5 : Evolution de la population des sous-préfectures 2001-2008 (%)



Source : Marku, Sh., Garuci, A. pour cette communication (élaboration GIS basée sur données de l'INSTAT et Ministère de l'Intérieur)

Fig. 6 : Carte d'évolution des villes et villages dans la plaine côtière et la Myzeqe (Albanie centrale) entre 1991 et 2008



Source : Marku, Sh., Garuci, A., pour cette communication (base GIS données de l'Agence Européenne d'Environnement)

D. La montagne

La montagne est omniprésente en Albanie. Elle surplombe massivement la plaine côtière et le pays est une succession de massifs montagneux - des Alpes dinariques du nord aux montagnes méditerranéennes du sud (Lerin, 1992). Les vallées sont étroites, les cols élevés, les pentes d'accès aux plateaux et pâturages raides. Cette configuration a été déterminante dans la trajectoire historique de ces peuples des montagnes : zones de refuge et d'irrédentisme, isolement des communautés, difficultés des conquêtes et surtout terrain difficile pour la révolution industrielle comme nous l'avons souligné.

Les montagnes couvrent plus de 60% du territoire albanais. Le régime communiste avait maintenu une forte population dans les villages et les habitants assignés à résidence n'avaient pas le droit de quitter ces zones. La montagne était donc « surpeuplée » et n'avait pas connu le mouvement de migration lent qu'ont subi les autres montagnes alpines et méditerranéennes. Le surpâturage était la règle ainsi qu'une surexploitation des forêts - un des slogans explicite du régime communiste : « *extraire plus de la forêt qu'elle ne produit* » (Proko, 2001). A la chute de la dictature, les mouvements de population devenant libres, la population a massivement « fuit » les montagnes - notamment les zones les plus isolées souvent coupées par la neige et la boue pendant de longs mois d'hiver et seulement reliées aux axes secondaires par de méchants chemins de terres soumis aux intempéries et aux glissements de terrain. Les services sociaux étaient lointains (dans les villes de fonds de vallées au mieux) et ce en dépit d'un réseau éducatif efficace couvrant l'ensemble du territoire.

Les zones de montagne ont fourni l'essentiel des migrants de la grande transformation de la démographie spatiale albanaise. La pente, l'altitude, les difficultés d'accès et l'isolement sont les facteurs déterminants de ce mouvement, comme on peut le constater puisque les zones « très montagneuses » (les sous-préfectures avec plus de 80% du territoire en montagne) ont une migration plus importante que les zones dites à « prédominance montagnaise » (avec 50-80% du territoire de montagne).

Là encore soulignons le caractère drastique de ces migrations : il ne s'agit pas, comme l'ont connu les zones montagneuses méditerranéennes ou européennes d'une lente érosion étalée sur plusieurs décennies : les taux de décroissance de la population de certaines sous-préfectures sont de l'ordre de 30 à 40 % en à peine une décennie - comme dans le cas de Tropoje, Has, Bulqize ou Skarpar (voir figure n° 5) et dans l'ensemble des massifs montagneux, qui couvrent au moins la moitié du pays, les taux sont la plupart du temps supérieurs à 15% par décennie. Une véritable hémorragie démographique en quelque sorte.

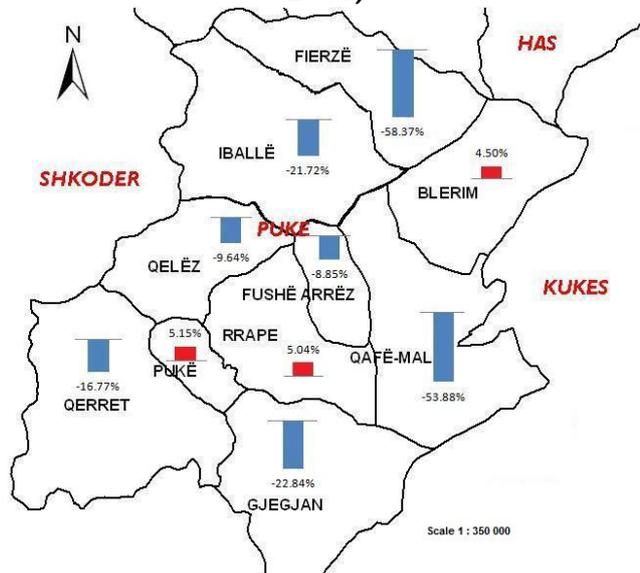
Nous donnons ci-dessous (tableau statistique et carte) cette évolution dans la sous-préfecture de Puka (nord de l'Albanie), avec en complément un croquis pour la zone villageoise de Porave. Dans la seule période de 2000-2009, la population de la sous-préfecture de Puka a diminué d'environ 18%... Encore faut-il noter (voir fig. 7) que les bourgs de fonds de vallée absorbent une partie de ces migrants et qu'elles sont donc en croissance, diminuant l'appréciation de l'exode des campagnes montagnardes. La diminution de la densité a été très forte surtout dans les villages isolés des communes Fierze, Qafe-Mali, Iballe, etc. Ce phénomène visible dans le cas du village de Porave (commune de Fierze) d'où l'immense majorité des familles (environ 87%) qui y habitaient en l'an 2000 a décidé de partir. On est donc très proche d'un abandon pur et simple des villages, phase ultime d'une désertification rapide des campagnes d'altitude.

Tableau 1 : Evolution de la population dans le sous-préfecture montagnaise de Puka (2000-2009)

Communes et municipalités	Population 2000	Population 2009	Densite2000	Densite2009	Changement 2000-2009 (%)
BLERIM	1866	1950	16.86	17.62	4.50
FIERZE	2544	1059	30.11	12.53	(58.37)
FUSHE ARREZ	4090	3728	118.39	107.91	(8.85)
GJEGJAN	5814	4486	39.85	30.75	(22.84)
IBALLE	2689	2105	16.80	13.15	(21.72)
PUKE	4579	4815	178.87	188.09	5.15
QAFE MALI	3762	1735	24.15	11.14	(53.88)
QELEZ	2810	2539	34.65	31.31	(9.64)
QERRET	3851	3205	21.55	17.94	(16.77)
RRAPE	2381	2501	25.09	26.35	5.04

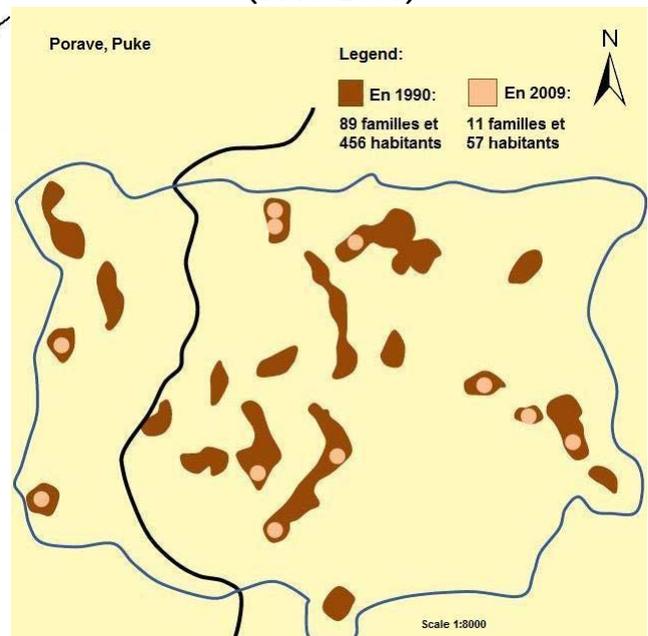
Source: Statistiques du Ministère d'Intérieur 2010

Fig. 7 : Evolution de la population selon les communes, sous-préfecture de Puka (2000-2009)



Source: Ministère d'Intérieur 2010

Fig. 8 : Changement des zones habitées dans le village de Porave, sous-préfecture de Puka (1990-2009)



Source : enquête de terrain et traitement de Google Earth

III. Quelques « scénarios » pour l'avenir

Il ne s'agit pas ici à proprement parler de scénarios ni *a fortiori* de prospective, mais d'hypothèses raisonnées basées sur un travail de terrain et de suivi de la situation albanaise depuis plus de 15 ans, en suivant en cela les indications d'Alain Parant dans la présentation de la cinquième section (défis et enjeux pour l'aménagement) de cette conférence sur la démographie spatiale des Balkans : « *séance d'invitation à la réflexion prospective territoriale que nous aurions plutôt dû intituler : « prolégomènes à une prospective territoriale »* ».

A. *Vers une stabilisation de la métropolisation-littoralisation ?*

On peut faire l'hypothèse que le mouvement massif de dépeuplement des campagnes et de la montagne a, pour l'essentiel, eu lieu. Cependant le processus devrait se consolider, mais un rythme beaucoup plus lent. Il sera ainsi différent des flux migratoires internes et externes (Vullnetari, 2007) qui ont bouleversé la répartition spatiale-démographique du pays depuis 1991. La conurbation Tirana-Durres devrait encore se densifier, en intensifiant les activités commerciales et de service, les entrepôts et les usines d'agro-alimentaire et de montage qui se sont rapidement développés au cours des dix dernières années et qui n'ont certainement pas atteint leur apogée - la modernisation du port de Durres pourrait encore accélérer ce mouvement.

Pour ce qui concerne la littoralisation, mention spéciale doit être faite du port de Shëngjin qui pourrait devenir (avec Durres) l'accès portuaire le plus proche du Kosovo avec la création d'une voie rapide de 100km reliant Prishtinë à la côte (construite dans un temps très bref et pour des raisons symboliques évidentes par un consortium turco-américain). Un autre pôle urbain qui connaîtra à n'en pas douter un développement important est la ville de Vlorë (déjà la deuxième ville du pays) : la cité a drainé l'exode des campagnes environnantes, comme les autres villes littorales ; elle a bénéficié d'un site naturel remarquable pour développer ses activités touristiques intra-muros et le long d'une partie de son immense golfe, dans les communes avoisinantes jusqu'à Orikum. Une zone franche de 500ha a été créée en 2007 (Loi 9789) qui complète la création d'un parc industriel en 2004 ; un ensemble portuaire porte-conteneurs est en cours d'aménagement par le groupe anglo-suisse Zimax (1,18 milliards € d'investissement). Au cours de l'été 2007, la construction d'une centrale électrique thermique et d'un terminal d'hydrocarbures (pétrole et gaz) a démarré (CCE Bankwatch Network, 2008), au grand dam des mouvements écologistes, d'autres projets suscitant également leur mécontentement, comme la mise en place d'un parc d'éoliennes et l'hypothèse de création d'un aéroport. Quelle que soit la validité des critiques adressées à ces projets, il apparaît cependant que les ports albanais devraient être sollicités au cours des années à venir, pour des raisons nationales mais aussi pour désenclaver les pays et les régions montagneuses, et donner ainsi naissance au corridor VIII reliant Sofia à la côte. Séparée de l'Adriatique par un fort massif montagneux, la ville égéenne de Sarandë devrait également voir son activité touristique et portuaire (transport de passager essentiellement) augmenter, mais probablement à un rythme beaucoup plus lent compte tenu de son éloignement du cœur métropolitain du pays.

Mais si la littoralisation-métropolisation paraît à peu près stabilisée en termes démographiques (et non en termes économiques et spatiaux) ses contraintes sur les stratégies de développement de l'ensemble national continuent et continueront encore longtemps à peser sur les stratégies et les moyens de développement territorial du pays. Le caractère massif des flux migratoires internes et l'état initial du tissu urbain, lié à des problèmes de mauvaise gouvernance et de corruption ont créé une situation difficile. Il existe une sorte de chaos urbain dans lequel les infrastructures et les services sont dans un état précaire - même si le minimum a été atteint au cours des dernières années. L'absence de plan d'équipement en transport collectifs, de plan routier solide, de transports ferroviaires inter-cités, de gestion des ordures ménagères et des pollutions, etc., sont des problèmes majeurs. Si l'Albanie veut tenter de rejoindre des standards

européens minimaux, elle devra consacrer une bonne partie de l'argent public et des emprunts à ces tâches qui seules permettront de pérenniser les activités économiques, touristiques et de services. Ce qui sera investi ici ne le sera pas ailleurs. Cette absence d'infrastructures adéquates est liée à la faiblesse des moyens de l'Etat albanais, à l'ampleur des flux et au régime politique. Elle est aussi liée à la cécité et à l'idéologie des organisations internationales - la Banque Mondiale en particulier n'a jamais voulu considérer que les infrastructures étaient une priorité pour le pays. Toutes ces infrastructures coûteront d'autant plus cher qu'elles sont tardives et non-prévues et que le prix du foncier a considérablement augmenté au cours de la décennie passée.

Pour en terminer avec la partie urbaine, il faut souligner que le littoral touristique a été largement saccagé par un système de construction spontané, de qualité esthétique plus que médiocre - au regard des standards européens - et avec un niveau d'infrastructure et de traitement des externalités négatives très faible.

L'autre point important de la question littorale est l'agriculture. L'Albanie dispose de peu de terres arables irriguées. La zone principale de production est la plaine de la Myzeqe dont nous avons déjà parlé : plaine inondable autrefois impaludée, amendée à partir des années 1950, mais surtout et principalement au cours des années 1970 par le régime communiste qui en a fait une sorte de *huerta*. Spécialisée dans les légumes, elle est de loin la zone la plus productive de l'Albanie. Sa proximité des centres de consommation (Tirana, Durres, Vlora, Elbasan) lui assure un marché en croissance constante... Il faut cependant signaler que, comme la toute plaine de Tirana, mais à un degré bien moindre, la Myzeqe a été « mitée » par les constructions de maisons individuelles comme nous l'avons vu. Ce phénomène a été rendu possible par la Loi de réforme agraire de 1991 qui a permis à tout les ayant-droits (l'immense majorité des familles vivant dans les zones rurales) de construire sur des parcelles situées en bord de route, ce qui a notablement diminué les superficies cultivables. D'autre part, cette zone, comme l'ensemble des anciens périmètres irrigués tout au long de la côte adriatique, a été malmenée par la transition - en particulier pour ce qui concerne les installations collectives de gestion de l'eau, les réservoirs et les digues. S'ajoutant aux difficultés économiques du secteur (morcellement des exploitations, absence de mouvement coopératif, faiblesse de l'encadrement technique et de l'organisation des filières,...) ces spécificités font que ces zones littorales agricoles, de plus en plus insérées dans un tissu urbain, peinent à trouver une solution économique et organisationnelle viable. L'articulation entre la croissance urbaine et une agriculture intensive mais durable est loin d'être trouvée et constitue un enjeu important (comme la protection des zones humides encore existantes), de la problématique à venir du littoral albanais.

B. Le retour d'une stratégie collinaire et de développement des vallées ?

Le deuxième type d'espace sur lequel nous pouvons nous interroger est constitué par l'ensemble des systèmes collinaires, des fonds de vallées montagnardes, des arrières pays côtiers et des plaines perchées. Les systèmes collinaires sont présents en transition vers les massifs montagneux. Un ensemble important existe dans la région de Tirana (Kodrat e Kërrabës) ainsi que dans les régions de Berat et Rrëshen. Il existe également des cordons collinaires dans la plaine littorale adriatique et dans presque toutes les vallées de montagne ou en bordure des plaines perchées (celles de Korcha, de Bajram Curri et Kukes sont les plus importantes). Ces plaines et notamment celles de Korcha ont des potentiels agricoles importants et ont réussi, au cours des années de transition, à maintenir une activité économique notable. Les vallées montagnardes souvent encaissées et étroites (Permet et Girokastra au sud, Librazhd, Gramsh au centre et des vallées encore plus étroites dans les Alpes Dinariques) ont des terres cultivables, certes peu importantes, mais en général fertiles.

Ces collines ont été pendant le régime communiste « mises en valeur » par un travail forcé de toute la population pour créer des terrasses et une arboriculture fruitière destinée à augmenter et diversifier la production agricole. Globalement, ce fut un échec agronomique (Civici, Lerin

1997) et les arbres ont été systématiquement coupés après l'effondrement de la dictature - notamment pour obtenir du bois de chauffe qui manquait cruellement dans ces années plus que difficiles pour la population - et les collines laissées en friches.

Du point de vue de la démographie spatiale il faut noter que c'est sur systèmes intermédiaires (qui ne sont ni plaines, ni montagnes) qu'ont été localisées, logiquement, les villes moyennes spécialisées du communisme. Elles ont été, dès le début de la transition, des pôles d'attraction locaux des migrations venant de la montagne - souvent comme une première étape de migration vers le pôle métropolitain ou vers l'étranger. Ces gros bourgs, comme la majeure partie des villes de l'intérieur, sont aujourd'hui stabilisés en termes de population, mais leur avenir démographique et économique reste incertain. Deux scénarios sont possibles : soit ils trouvent dans l'activité agricole, pastorale, forestière (voir dans quelques activités minières ou de petites industries, et le tourisme rural-environnemental) un socle économique plus ou moins dynamique mais durable - qui complétera leur activité de service local ; soit les difficultés économiques en feront des villes amorphes gérant une population n'ayant pas d'intérêt à rejoindre le processus métropolitain (ou ne le souhaitant pas) - population vieillissante, vivant principalement des maigres transferts de l'Etat, d'une agriculture de subsistance et des faibles pensions de retraite.

Les facteurs stimulants existent : abondance de l'eau et des pâturages, qualités environnementales des productions agricoles, articulation avec l'économie montagnarde (pastoralisme, foresterie, produits de cueillette, etc.) Mais les facteurs limitant sont également nombreux : l'éloignement du littoral est d'autant plus important que les infrastructures routières, comme le reste des autres infrastructures, sont en mauvais état, les filières économiques sont peu et mal organisées, les moyens des villages, communes et préfectures sont dérisoires et les coûts d'aménagements (ponts, routes, irrigation, chemins,...) élevés. Il est à noter cependant que dans certaines zones (en particulier dans la partie centrale de l'Albanie) on assiste au développement d'une viticulture collinaire et également à des plantations d'oliveraies qui constituent des éléments importants de « reconquête » des collines - comme d'ailleurs un mouvement encore embryonnaire de localisation d'habitation sur ces espaces.

C. La montagne des « derniers restants »

En 20 ans la montagne s'est vidée de ses habitants et nous sommes maintenant face au problème devenu classique des derniers restants. Mais malgré cet exode massif - et peut être aussi grâce à lui, la montagne albanaise a de nombreux atouts. L'afforestation est en cours, les ressources naturelles sont préservées (passée une période de surcoupe pour le charbon de bois et de feux de forêts dans le sud). La diversité biologique et les paysages sont souvent exceptionnels, l'activité pastorale encore présente entretient les alpages et les accès aux parcours. L'Albanie peut ainsi prétendre fournir un service environnemental d'importance pour l'ensemble européen - notamment dans la préservation d'une biodiversité primaire (endémique) encore présente, mais aussi d'une biodiversité « secondaire » (anthropique, liée aux activités agricoles et pastorales) ; le pays a donc un rôle à jouer pour l'Europe et au niveau international dans la Convention Internationale sur la Biodiversité (et pour ce qui concerne le fameux article 9j relatif aux savoirs traditionnels et aux droits de propriété afférents). La montagne albanaise peut être également un lieu pour les « puits de carbone » et contribuer, à sa mesure, à la lutte contre le changement climatique.

Mais ces ressources naturelles, paysagères, écosystémiques, rurales et pastorales doivent s'appuyer sur des stratégies de patrimonialisation de ces ressources et des économies de niche qui d'ailleurs se mettent en place dans de nombreux terroirs européens - méditerranéens en particulier : produits de terroir et de biodiversité, agro-tourisme ou tourisme « naturaliste » et mise en valeurs des sites, etc. Ces activités se mettent en place progressivement. Elles exigent des acteurs locaux et des pouvoirs publics territoriaux un changement de mentalité et un apprentissage évident. La chose n'est pas jouée et le danger d'un ensauvagement et d'une fermeture des paysages tels que l'on connue le Monténégro, la Bosnie et la Croatie voisine n'est pas encore levée. Ces stratégies de valorisation patrimoniale et de maintien d'activités montagnarde est cependant la seule voie pour maintenir vivants ces quelques 60% du territoire. C'est un défi d'aménagement pour les autorités et les acteurs albanais.

En guise de conclusion

La transition albanaise a aujourd'hui 20 ans. Elle a été radicale, profonde, massive et l'évolution de la géographie de la population est sans doute un des meilleurs indicateurs de cette grande transformation du pays en un laps de temps étonnamment court... l'absorption des effets induits par cette mutation démographique, spatiale, humaine et économique dans un nouvel équilibre durable et dynamique du territoire prendra du temps. Le processus est à peine entamé.

Bibliographie sommaire

- Borchert, Johan G., 1975. Economic Development and Population Distribution in Albania. *Geoforum*, vol. 6 pp 177-186
- Carter F. W., 1986. Tirana. City profile. *Cities* (University College, London).
- CCE Bankwatch Network, 2008. *Energy matters : the Vlora coastal terminal*. Avril.
- Civici A., Lerin F. (eds), 1997. *L'Albanie une agriculture en transition*. Montpellier : Ciheam-lamM, collection Options Méditerranéennes, ser. B, n° 15.
- Civici A., Lerin F. (eds), 2001. *L'agriculture albanaise. Contraintes locales et dynamiques globales*. Montpellier : Ciheam-lamM, collection Options Méditerranéennes, ser. B, n° 28.
- Civici A., Lerin F., 2001. Evolution démographique et "littoralisation" de la population. In : (Civici, Lerin, 2001)
- Danermark B., 1993. Post-war Urban and Regional Development in Albania. *Habitat Intl*, vol. 17, N°2, pp 73-90.
- Laci S., 1997. Potentiel naturel et agriculture. In : (Civici, Lerin, 1997)
- Falkingham J ., Gjonca A., 2001. Fertility transition in Communist Albania, 1950-90. *Population Studies*, vol 55, N°3, pp 309-318.
- Gruber, Siegfried, Pichler Robert, 2002. Household structures in Albania in the early 20th century. *History of the Family* 7, pp 351-374.
- Hammel, E. A, 1993. Demography and the Origins of the Yougoslav Civil War. *Anthropology Today*. Vol. 9, N°1
- Marku, Sh, 2009. *Analize e Politikave te Zhvillimit Rural dhe Ndikimit te Tyre ne Zhvillimin e Zonave te Defavorizuara dhe Reduktimin e Varfesisë ne Shqiperi*. UBT. pp 157.
- Meski E., Iaquinta P., 1991. Aspects de l'évolution démographique en Albanie. *Population*, 46em année, N°3, *Situation démographique en Europe de l'Est*. pp 679-692.
- Nientied P., 1998. The question of town and Regional Planning in Albania. *Habitat Intl*, vol. 22, N°1, pp 41-47.
- Rugg, D. S., 1994. Communist legacy in the Albanian Landscape. *Geographical Review*, vol 84, pp 59-75
- Sjoberg Orjan, 1992. Underurbanization and the Zero Urban Growth Hypothesis: Diverted Migration in Albania. *Geografiska Annaler. Ser B., Human Geography*, Vol. 74, N°1, pp 3-19.
- Vullnetari J., 2007. *Albanian migration and development: state of the art review*. IMISCOE WP n° 18. 94p.